



DECLARATION : **Le Sénégal est-il vraiment indépendant ?**

Le 04 Avril 2010 marquera le 50^e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale. Cela doit être pour chaque Sénégalais(e), au-delà des festivités et autres réjouissances organisées par le gouvernement, l'occasion de se poser des questions sur le sort de son pays. Où en sommes-nous ? C'est pour apporter une contribution à cette réflexion que le Rta-S fait cette déclaration qui réactualise celle faite lors du 47^e anniversaire.

Avec les indépendances octroyées en 1960, le Sénégal avait, par le biais du rachat maintenu dans le patrimoine national un certain nombre de sociétés d'importance stratégique dans les domaines de l'EAU, ELECTRICITE, TELECOMMUNICATIONS, BANQUES, HUILLERIES, etc.

Mais à partir des années 1979-80, le pays est gouverné selon les programmes d'ajustement structurel du FMI et la BM, déclinés dans les mesures suivantes :

- 1- Désengagement de l'Etat des secteurs sociaux (santé, éducation, transport, etc.) pour orienter les investissements dans des secteurs rentables et limitation de la masse salariale dans la Fonction Publique
- 2- Privatisation des sociétés publiques ou parapubliques contrôlées par l'Etat (Téléphone, Eau, Electricité, etc.)
- 3- Libéralisation douanière : les mesures de protection sont levées, les taux baissés, les portes largement ouvertes à l'entrée des produits extérieurs.
- 4- Libéralisation des Prix : plus de subventions de l'Etat des produits de consommation courantes (pétrole, riz, etc.), les prix seront fixés à partir des prix mondiaux.
- 5- Dévaluation de la monnaie (1994).

Ces programmes traversent tous les domaines et imposent leurs lois, à travers des conditionnalités rigides.

Notre économie est dominée par les multinationales, françaises en particulier

A- Dans l'agriculture :

Avec Diouf, des mesures de suppression de l'assistance aux paysans, à partir des conditions du FMI et de la BM liées à leurs Politiques d'ajustement structurel.

- Le programme d'approvisionnement en machines agricoles (simples) est suspendu,
- Les semences et engrais ne sont plus subventionnés ni prêtés mais vendus au comptant,
- Les organismes d'encadrement technique des paysans sont liquidés (Sodeva, Oncad, Ocas etc.).

Avec Wade, le désengagement se poursuit : A partir des conditions du FMI et de la BM

La suppression de la "SONAGRAINES", La privatisation de la SONACOS, de la SODEFITEX ont des conséquences lourdes sur les paysans laissés seuls face aux opérateurs privés, des spéculateurs cyniques. Les bons impayés fleurissent, la misère et l'exode rural se développent de manière exponentielle.

Les paysans du coton, comme du riz dans la vallée sont abandonnés à leur sort.

Le secteur de la pêche subit les diktats des bailleurs, à partir des accords avec l'Union Européenne (contre 30, Milliards pendant 4 ans, les bateaux étrangers peuvent piller nos mers) et l'argent doit être utilisé selon les conditionnalités des bailleurs (motorisation des pirogues).

B- Dans l'industrie

Pas d'industrie lourde, depuis l'indépendance, mise à part, les mines (ICS dominées par le capital étranger). L'industrie légère de transformation domine ce secteur. Le diktat des bailleurs confine les ambitions dans la petite et moyenne entreprise (PME).

La politique de déprotection de notre industrie entraîne la fermeture d'entreprises nationales : SOCOSAC, TRANSPLAST, SOTEXKA, SOTIBA, NSTS, SENLAIT, BDM, CAFAL, etc.

Celles qui arrivent à résister sont dominées par le capital étranger à l'exemple de la CSS qui bénéficie de toutes sortes d'exonérations de la part de l'Etat et qui vend le sucre plus cher que partout ailleurs.

La politique de privatisation des unités parapubliques :

SONEES devenue SDE: Vente au groupe Bouygues (français) ; SONATEL : plus de 100 milliards de bénéfice (2005-2006) : Principal actionnaire France télécom ; SOCOCIM : 4 milliards de chiffre d'affaires jusqu'en 1999 vendue aujourd'hui au groupe Vicat (français).

Sous Wade, d'autres unités vont tomber dans la propriété des étrangers :

La SNCS devenue TRANSRAIL dont la ligne Dakar-Bamako rapportait 80 % des recettes, 900 millions/mois est cédée Groupe Advens (français) ; la SONACOS, 12 milliards de chiffre d'affaires en 1996, est vendue au groupe Advens (français) et devient SUNEOR ; même sort pour la SODEFITEX capturée encore par le groupe Advens dont le dirigeant, Abbas Jaber, serait un ami du fils du président WADE.

C- Dans les finances :

Sous Diouf, La Banque Nationale de Développement du Sénégal (BNDS) est liquidée et remplacée par des banques commerciales étrangères, toutes des filiales des Banques de France : SGBS, BICIS, Crédit Lyonnais, etc. C'est le pillage de l'épargne des Sénégalais : 2500 Milliards par an, selon un banquier sénégalais installé en Suisse, Maxime Cardoso.

La monnaie, le CFA, monnaie communautaire depuis l'époque coloniale garantie par la Banque de France où sont déposées directement les devises des pays africains. La France s'approprie ainsi 35 % des avoirs provenant du commerce extérieur des « pays CFA » dont le Sénégal. En 2004, sur 2336 Milliards, le Sénégal n'a reçu que 780 milliards ; le reste, 1500 milliards, est extorqué par la France.

Dévaluation : Cette situation de dépendance fait que la France et les institutions financières internationales peuvent décider de sa dévaluation de manière unilatérale (1984, 1994).

D- Dans le Commerce et les Services

Loi du commerce inégale : Les prix du commerce extérieur sont déterminés par les multinationales dans les bourses (Londres, New York, Amsterdam). C'est là-bas que sont fixés les prix du café, du cacao, de l'arachide, du pétrole, du diamant, de l'or, etc. Elles font régner la vérité des prix qui répond à leurs intérêts. Une série de privatisations fait tomber le CICES, le CEREEQ ainsi que la LONASE. Cette dernière, avec un chiffre d'affaires 29 milliards en 2003 (100 millions / jour), a été vendue à un groupe français. Pendant que les loteries, en France, aux Etats Unis restent du domaine public.

E- Dans les Transports

- Privatisation du transport ferroviaire entraînant la suppression des lignes voyageurs Dakar-St-Louis, Dakar-Kaolack, avec pour conséquence la fermeture des gares qui servaient de points de petit commerce pour les populations pauvres, accentuant la misère de celles-ci.

- Privatisation du transport urbain à Dakar (DDD), selon une procédure d'une opacité qui empêche jusqu'ici de savoir réellement le statut de cette boîte, dirigée par un ami du Président WADE.

F- Au plan Social et culturel

- **Politique de privatisation de la santé** : par une réforme, on autonomise la gestion des hôpitaux et centres de santé, avec un système de participation des populations qui en réalité prennent en charge leur propre santé, en payant. Pour les pauvres, c'est la mort assurée.

- **Politique de privatisation du système éducatif** : Promotion du privé, discrédit de l'école publique : pénurie jamais comblée en enseignants et matériels didactiques. Dégradation de la qualité avec les classes pléthoriques et des enseignants sous-formés ou non formés.

La politique de pillage du pays par les puissances étrangères est couplée à celle plus ardue plus sauvage (Pàccoo) développée par les pouvoirs politiques. Elles entraînent cherté de la vie, chômage massif, licenciements, précarisation de l'emploi : volontaires, vacataires, journaliers à vie, misère, dénuement, délinquance, prostitution, mendicité, grand banditisme, drogue, émigration, suicides, etc.

Ces politiques

La culture est encore tributaire du "Français". L'analphabétisme pèse sur plus de 60% de la population exclue du savoir scientifique du contrôle citoyen effectif de leur administration. Nos langues sont dévaluées pendant que des efforts énormes sont déployés pour la promotion de l'anglais et du français. Les découvertes scientifiques ou techniques restent inexploitées.

G- Au plan militaire

Des bases militaires étrangères sont toujours installées dans notre pays dont le rôle fondamental est de protéger leurs intérêts contre toute menace de changement interne ou externe (cf. Congo, Gabon, Centrafrique, Côte d'Ivoire, etc.). La fermeture envisagée de certaines bases au Sénégalais n'éteint pas la possibilité d'accords militaires qui préserveraient la même politique d'assujettissement des pays africains à la France avec possibilités d'interventions militaires pour protéger ses intérêts à travers leurs hommes de paille.

APERÇU SUR CERTAINES DES 250 ENTREPRISES FRANÇAISES (CHIFFRE D'AFFAIRES : 1125 MILLIARDS)

Domaines	Chiffre d'Affaires (CA) entre 10 et 100 milliards	CA : plus de 100 milliards
Industrie	Sococim, Grands moulins de Dakar, SDE, CSS, Laborex, Soboa, Sodefitec, Socas, Moulins SENTENAC, MTOA	
Banques	SGBS, BICIS, CBAO, CREDIT-LYONNAIS, LONASE	
Services	Fougerolle, ACCORD, CFAO, SAVANA	SONATEL, TOTAL
Transport-Transit	Air-France Sénégal, TRANSRAIL, DDD, SDV	

Sources : Le Matin du 1^{er} Février 2005

C'est en considération de cette triste réalité que le Rta-S estime que notre pays est encore dépendant et ne peut se développer du fait d'un pillage systématique qui enrichit les pays du Nord, la France en particulier. C'est pourquoi le Rta-S milite pour une rupture avec les politiques de dépendance pour la conquête de sa souveraineté sur ses ressources et une maîtrise de son développement.

Ainsi, dans le cadre de la lutte pour se débarrasser du régime corrompu et corrupteur de Wade dont les politiques promeuvent les intérêts étrangers au détriment de nationaux (Bara Tall, entre autres), les

patriotes ne doivent jamais oublier la tâche historique qui se pose à notre peuple : LA LIBERATION NATIONALE pour une indépendance véritable.

Dakar, le 1^{er} avril 2010

Le Secrétariat Politique